

Professeur Marek Kwiek  
Directeur du Centre d'études des politiques publiques  
Chaire UNESCO en recherche institutionnelle et politique de l'enseignement supérieur  
Université de Poznan, Pologne  
[kwiekm@amu.edu.pl](mailto:kwiekm@amu.edu.pl)  
ORCID : [orcid.org/0000-0001-7953-1063](https://orcid.org/0000-0001-7953-1063)

## **L'enseignement supérieur en 2050 : forte participation et stratification verticale**

### **(Document de réflexion pour IESALC UNESCO, Futures de l'enseignement supérieur, 2021)**

Les deux questions primordiales abordées dans ce document sont les suivantes: comment souhaiteriez-vous que l'enseignement supérieur soit en 2050 ? Et comment l'enseignement supérieur pourrait-il contribuer aux meilleurs futurs pour tous en 2050 ? Dans ce contexte, la contrepartie des vœux pieux est la construction de scénarios futurs. Le présent document se concentre sur ce que j'attends de l'enseignement supérieur en 2050 plutôt que sur mes désirs personnels. J'observe les tendances, j'analyse les données et j'adopte une vision globale fondée sur les transformations en cours telles que je les vois.

En 2050, le secteur de l'enseignement supérieur sera sans doute fortement stratifié de façon verticale, aussi bien dans le monde qu'à l'intérieur des nations, avec des établissements très prestigieux au sommet et des établissements faibles en bas dans chaque pays. Les institutions en bas, qui absorbent la demande, seront largement accessibles (ouvertes à tous) et dans la plupart des pays, nous témoignerons la massification de l'enseignement supérieur dans les sociétés à forte participation, avec des chiffres de 60 à 90%. Il y aura une petite ligue ultra-élite d'universités de premier plan dans la plupart des pays, en particulier dans les économies riches de l'OCDE (disons, environ 1 000 universités dans le monde). Surtout, cette forte différenciation verticale des établissements d'enseignement supérieur s'accompagnera d'une différenciation verticale tout aussi évidente de la profession académique, qui aura un impact puissant sur la vie académique et le charme de la profession académique dans son ensemble. Les opportunités à la portée des institutions et des scientifiques (et de leurs équipes) évolueront énormément, mais la distinction qualitative la plus importante sera peut-être, comme mentionné, l'écart entre les 1 000 meilleures universités et les autres (comprenant environ 25 000 à 30 000 universités ; un nombre en hausse par rapport aux actuels 20 000).

La stratification verticale accentuée des établissements universitaires au sein des systèmes nationaux sera la règle plutôt que l'exception, notamment dans les économies moins aisées. Il y aura une affinité limitée entre la ligue supérieure des institutions, qui ne comprend qu'une poignée d'universités dans la plupart des pays de taille moyenne, et les autres. C'est seulement dans les pays hautement développés de l'OCDE qu'il y aura un plus grand nombre d'universités visibles et classées mondialement (en termes de recherche), avec des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, le Japon et l'Australie et des superpuissances universitaires régionales comme l'UE qui concerneront la grande partie des 1 000 meilleures universités mondiales et 80 à 90% de toutes les recherches publiées dans des revues reconnues à comité de lecture (l'UE, je prédis, sera fortement intégrée d'ici 2050, du

point de vue politique, économique, social et académique, bien que peut-être plus réduite qu'aujourd'hui).

En tant que leaders mondiaux, pour 2050, les 1 000 meilleures universités non seulement fourniront la plupart de la recherche de renommée internationale, mais elles agiront également en tant que source de doctorats pour le système mondial d'enseignement supérieur dans son ensemble. A la recherche des meilleures opportunités, les 1 000 universités principales se doteront sans doute des caractéristiques institutionnelles et des modes de gestion et de gouvernance radicalement différents, ainsi que d'un financement général et de la recherche, et un accès illimité aux meilleurs scientifiques. La stratification verticale du système mondial se fondera sur la capacité et la production de recherche universitaire ; les niveaux atteints par les 1 000 meilleures universités étant bien au-delà de la portée des autres dizaines de milliers d'universités dans le monde. Cette recherche sera de plus en plus chère, et les résultats de la recherche seront de plus en plus concentrés dans quelques milliers de revues académiques de langue anglaise de premier plan, plutôt que dans les dizaines de milliers de revues en libre accès non indexées dans lesquelles les résultats de la recherche seront également diffusés, mais pas largement lus ou cités. Déjà, le volume des publications - 3,5 millions d'articles ont été indexés dans les 40 000 revues de la base de données Scopus en 2020, contre 2,5 millions en 2010 - empêche les scientifiques de suivre toutes les recherches en cours (même dans leur domaine spécifique) sauf pour les publications dans les revues indexées dans le monde entier. Au cours des cinq dernières années, quelque 18 millions d'auteurs ont enregistré au moins une publication dans Scopus; ce nombre ne sera peut-être pas différent en 2050 et pourrait même baisser, car l'expansion des systèmes nationaux de recherche sera très difficile à financer.

Le financement national de la recherche s'écoulera probablement dans les institutions de premier plan dont les grands esprits connaîtront une énorme mobilité nationale et transnationale. En effet, la mobilité internationale sera plus élevée, surtout chez les jeunes universitaires. La mobilité intra et internationale sera seulement poussée par les rares opportunités de recherche et le contraste marqué entre les grandes institutions hautement sélectives et à forte intensité de recherche et le reste.

En plus des distinctions mentionnées (ci-dessus), ces types d'établissements seront différenciés en termes de type de travail académique et de niveaux de rémunération.

Les institutions du sommet se concentreront sur des recherches à la fois social et économiquement pertinentes, dont les priorités disciplinaires seront différentes de celles d'aujourd'hui, et prépareront les élites nationales et mondiales. À l'échelle internationale, les principaux pays anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni et Australie) où les frais sont élevés et le soutien financier public est en baisse, récolteront d'énormes fonds privés grâce à l'enseignement aux élites mondiales. Les « autres » (universités non réputées) - autant que 95 pour cent de toutes les universités du monde - seront des établissements axés sur l'enseignement. Celles-ci ne seront pas très différentes des écoles secondaires actuelles, avec une participation limitée ou inexistante à la recherche, une rémunération relativement faible pour leur personnel, et surtout avec du personnel à temps partiel ou sous contrat. La précarisation du corps des professeurs battra donc son plein, mais pas dans les couches supérieures du système. Les conditions de travail dans l'enseignement supérieur au-delà des 1 000 meilleures universités seront plus dures qu'aujourd'hui. Dans ce sens, la mobilité ascendante dans les systèmes d'enseignement supérieur sera possible aux niveaux national et mondial, mais les opportunités seront limitées en raison de la rareté de bonnes places disponibles et des conditions de travail relativement amicales des meilleures universités (par exemple, les avantages de la titularisation).

L'impact négatif de toutes ces inégalités systémiques s'accumulera dans le temps. Une forte « dynamique d'auto-renforcement » peut donc se développer. La dynamique dominante au niveau mondial peut fonctionner ainsi : plus les riches (en termes de citations, publications, collaboration internationale, mobilité mondiale, recherche, financement, réseaux professionnels, temps de recherche, possibilités de titularisation, reconnaissance académique, etc.) s'enrichissent, plus les pauvres deviennent (relativement) plus pauvres. Ces dynamiques peuvent opérer au niveau des pays, des institutions, des disciplines et des groupes de recherche ainsi que, dans une certaine mesure, des individus.

La plupart des universités (à l'exception des 1 000 meilleures) en 2050 seront similaires aux établissements d'enseignement supérieur privés que l'on trouve aujourd'hui dans le monde (à l'exception des États-Unis et du Japon, avec des institutions particulières d'élite). En effet, l'enseignement supérieur sera payant plutôt que fiscal dans presque tous les pays (sauf dans l'UE, peut-être), avec des programmes d'emprunts accessibles à tous. Le rôle de plus en plus important des frais de scolarité transformera l'enseignement supérieur au-delà de la reconnaissance (le rendant similaire à l'enseignement supérieur privé existant actuellement, comme indiqué).

Ainsi, d'ici 2050, la recherche universitaire de pointe, visible au niveau international, se limitera aux universités d'élite nationales et mondiales. Cette concentration institutionnelle sera encouragée au niveau intra-national par la hausse des coûts et la complexité croissante. Dans ce sens-ci, la concentration des fonds accompagnée de la mobilité académique sera perçue plus favorablement que la dispersion des fonds et l'immobilité académique, par les décideurs politiques, les scientifiques et le grand public. La stratification sociale sera durcie et la mobilité sociale ascendante de millions d'étudiants grâce à l'enseignement supérieur sera limitée à certains endroits des systèmes nationaux. Le nombre d'universités produisant des élites sociales sera plus faible qu'aujourd'hui, et le rôle des diplômés d'enseignement supérieur en général (plutôt que ceux des meilleures universités) sera plus limité. Les « systèmes à forte participation » de Simon Marginson, dans lesquels se forme 90 pour cent de la cohorte d'âge dans le secteur de l'enseignement supérieur, seront dominants à l'échelle mondiale.

Si les systèmes nationaux d'enseignement supérieur veulent rester pertinents et finançables du point de vue publique, ils devront faire face à un besoin de plus en plus fort de stratification verticale. Le rôle du grand public dans la répartition stratégique des ressources publiques provenant des impôts s'accroîtra, avec une concurrence croissante entre le secteur de la santé, le secteur des retraites, les infrastructures nationales de base et l'enseignement supérieur. Les besoins en infrastructures financés par l'État seront beaucoup plus élevés qu'ils ne le sont aujourd'hui, ce qui entraînera la concurrence pour les fonds publics. Les universités utiliseront d'énormes fonds publics pour la recherche et l'innovation, mais seulement dans certains endroits de premier plan. La grande majorité des universités seront gravement sous-financées, les étudiants payant de plus en plus les frais de scolarité et demandant des liens solides entre l'enseignement qu'ils reçoivent et les besoins du marché du travail local.

D'ici 2050, seule une minorité d'universitaires sera employée à plein temps (dans les universités d'élite) ; la majorité des universitaires seront employés à temps partiel ou à l'heure (dans les autres établissements). Encore une fois, le profil académique et les relations de travail du secteur privé dans l'enseignement supérieur, à l'échelle mondiale, s'imposeront dans les autres universités. Dans le cas de la majorité des établissements, la distinction public-privé n'aura pas beaucoup de sens, car la plupart d'entre eux seront payants et axés sur l'enseignement. Le style de vie de classe moyenne de la majorité des professeurs

universitaires (dans les économies riches) ne sera pas disponible aujourd'hui en dehors des petits cercles des universités nationales et mondiales d'élite. La massification de l'enseignement supérieur signifie aussi la massification de la profession académique; et les bons emplois universitaires seront de plus en plus concentrés dans certains endroits, principalement dans les économies aisées.

La stratification verticale des systèmes nationaux d'enseignement supérieur est déjà en cours dans de nombreux pays. L'écart entre les meilleures universités, généralement situées dans les grandes villes universitaires et le reste ne cesse pas de s'accroître. Je suppose que cet écart se creusera et s'orientera vers la recherche, car la recherche est vraiment onéreuse et ne peut pas être payée par des tiers, qu'il s'agisse d'étudiants avec des frais ou du secteur des affaires par le biais de contrats université-entreprise. Ce qui marquera véritablement la différence à l'intérieur du secteur universitaire sera donc la recherche, qui servira de critère pour une concentration plus poussée des talents et des ressources (principalement publiques, puis privées).

Pour résumer, l'enseignement supérieur en 2050 sera fortement divisé, à la fois au niveau mondial et intra-national, avec seulement un nombre limité d'universités (par exemple, 1 000 établissements ou 3 à 5%) combinant véritablement enseignement et recherche. La grande majorité des établissements seront axés sur l'enseignement. Le travail académique en 2050 ne maintiendra les avantages actuels du travail académique que dans les échelons les plus hauts du secteur de l'enseignement supérieur, dans des universités assez sélectives et à forte intensité de recherche. Certaines d'entre elles seront des universités de classe mondiale, et d'autres seront (juste) des universités nationales phares. À l'échelle mondiale, dans la majorité des établissements, le travail académique se traduira par un enseignement relativement peu passionnant, répétitif et sous-payé de la masse des étudiants non traditionnels, tandis que l'enseignement sera aussi étroitement lié aux besoins du marché du travail. Le suivant est (à peu près) le concept d'enseignement supérieur pour tous en 2050 : l'enseignement supérieur, en tant que bien public, sera massivement offert aux étudiants à un coût relativement faible. Cependant, la valeur positionnelle des diplômes d'enseignement supérieur sera inférieure à la valeur actuelle, car les diplômes seront largement disponibles dans les systèmes à forte participation. L'accès à l'enseignement supérieur sera sans doute totalement ouvert, au moins en général, mais très restreint dans le cas des établissements de premier plan sélectionnés (comme c'est le cas aujourd'hui, en fait). Les rendements sociaux et économiques communs de l'enseignement supérieur seront élevés, mais les rendements individuels seront réduits. Dans l'ensemble, on peut s'attendre à ce que le secteur de l'enseignement supérieur en 2050 soit transformé au-delà de la reconnaissance, avec de nouveaux risques et de nouvelles opportunités pour les sociétés, leurs étudiants et les universitaires.

## Références

- Kwiek, M. (2016). The European research elite: A cross-national study of highly productive academics across 11 European systems. *Higher Education*, 71(3), 379–397.
- Kwiek, M. (2018). High research productivity in vertically undifferentiated higher education systems: Who are the top performers? *Scientometrics*, 115(1), 415–462.
- Kwiek, M. (2019). *Changing European Academics. A Comparative Study of Social Stratification, Work Patterns and Research Productivity*. London and New York: Routledge.
- Kwiek, M. (2020). What large-scale publication and citation data tell us about international research collaboration in Europe: Changing national patterns in global contexts. *Studies in Higher*

- Education*, 81, 493–519.
- Kwiek, M. (2021). The prestige economy of higher education journals: A quantitative approach. *Higher Education*, 81, 493–519.
- Marginson, S., Cantwell, B., and Smolentseva, A. (Eds.) (2018). *High Participation Systems of Higher Education*. Oxford: Oxford University Press.
- Marginson, S. (2016). High participation systems of higher education. *The Journal of Higher Education*, 87(2): 243–271.
- Salganik, M. (2018). *Bit by Bit. Social Research in the Digital Age*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.
- Stephan, P. (2012). *How Economics Shapes Science*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Wagner, C.S. (2018). *The Collaborative Era in Science. Governing the Network*. London: Palgrave Macmillan.